



**Chroniques géopolitiques : Saison 3 : la 6ème session  
– Vendredi 10 mars 2023**

**Les sujets du mois :**

• **Les soulèvements en Géorgie**

Cette semaine, des dizaines de milliers de géorgiens ont manifesté dans les rues de Tbilissi pour protester contre le vote d'une loi prévoyant que les ONG recevant plus de 20% de financements extérieurs, doivent s'enregistrer comme « agents de l'étranger ». Deux jours de mobilisation intense ont abouti au retrait de ce projet de loi, perçu comme la caricature d'une loi instaurée en Russie et comme une menace à la voie démocratique dans laquelle s'inscrit cette ancienne république soviétique depuis la Révolution des Roses de 2003. Malgré d'importantes évolutions internes et des ambitions d'adhésion à l'UE et l'OTAN – avec pour point d'orgue la demande d'adhésion officielle auprès de l'UE en juin 2022 – le positionnement géopolitique de la Géorgie interroge.

En effet, si la majorité au pouvoir – le parti du Rêve géorgien – mène officiellement une politique de rapprochement avec l'UE, de nombreux observateurs émettent des doutes et dénoncent un recul présumé de la démocratie en Géorgie. Cette question d'un potentiel alignement pro-russe est ravivée par le contexte de la guerre russo-ukrainienne puisque le gouvernement géorgien est resté en retrait des sanctions internationales contre la Russie afin d'éviter un éventuel retour de bâton, d'autant plus que l'armée russe occupe encore 20% de territoires géorgiens depuis le conflit de 2008. La Géorgie est donc en permanence à la recherche d'un équilibre : sur le plan externe en tant que région tampon dans laquelle se cristallise les grandes questions géopolitiques de la constitution des blocs, et sur le plan interne car le pays est pris en tenailles entre une population majoritairement pro-européenne et un parti au pouvoir fondé par un oligarque russe.

• **La tournée africaine d'Emmanuel Macron et le sentiment anti-français en Afrique**

Le président français vient d'achever une tournée de plusieurs jours dans quatre États africains : Gabon, Angola, Congo-Brazzaville et République démocratique du Congo. Chahuté sur les volets internes et externes de sa politique, Emmanuel Macron souhaitait profiter de ce séjour pour faire entendre les nouvelles priorités africaines du gouvernement français, d'autant que la France connaît aujourd'hui de nombreux revers dans son pré-carré d'Afrique francophone. Cependant, le bilan de cette tournée reste très mitigé, à tel point que les observateurs parlent de loupé politique et stratégique. Empêchement dans les questions mémorielles, attitude paternaliste, gêne sur la question rwandaise, mensonges quant aux projets de Total en Afrique, affichage dissident par rapport à la communauté internationale, le président a eu beaucoup de difficultés à affirmer une position stable vis à vis de ses partenaires africains et à tenir un équilibre diplomatique. On en vient alors à se demander si l'heure des règlements de compte sur la politique africaine de la France ne serait pas venue ?

• **Retour d'expérience : table ronde sur les suites du séisme Turquie/Syrie à l'Institut du monde arabe**

Lors d'une conférence à l'Institut du monde arabe, a été fait le constat de la sensibilité du sujet syrien, notamment en contexte ouvert lors de débats ou tables rondes. Dans le contexte post-séisme, les discussions autour de l'aide humanitaire à apporter à la Syrie changent rapidement de

nature pour se focaliser davantage sur la question des sanctions contre le gouvernement syrien. Ainsi, toute ONG qui veut intervenir dans le contexte syrien se retrouve confrontée à cette problématique de la prise d'otage de l'aide humanitaire par le régime de Bachar al-Assad et pose donc la question de la levée des sanctions contre la Syrie face à l'impératif humanitaire. En pratique, la guerre rend très intransigeant et pose de nombreuses interrogations éthiques, en particulier pour apporter de l'aide aux populations victimes du séisme.

### Le thème de la semaine : « La guerre en Ukraine : quelles limites ? »

La problématique des limites de la guerre est la plus importante car elle questionne sur les limites géographiques de cette guerre, sa nature, mais également sur l'engagement politique et moral des autres États. Si cette guerre reste aujourd'hui circonscrite sur le plan militaire, en réalité elle a des effets beaucoup plus larges et indirects bien au-delà de la zone stricte des combats. Ainsi un an après son déclenchement, nous avons pris l'habitude de cette guerre qui s'est installée de manière omniprésente dans le paysage médiatique, dans les centres de recherche et qui a des conséquences directes sur les systèmes économiques et politiques. Dans ce contexte, il est important de ne pas tomber dans des effets pervers liés à l'intensité de la propagande et notamment prêter attention à la qualité de l'information que l'on reçoit. En réalité, il est bien difficile d'avoir une image complète et juste de la situation.

Au fur et à mesure que la guerre se poursuit, les motivations de la Russie deviennent de plus en plus floues. Si au départ ce conflit semblait avoir pour objectif de conserver l'Ukraine au cœur du grand projet historique russe, aujourd'hui on peut penser que les Russes redimensionnent leur but de guerre afin de sécuriser et annexer les zones russophones de l'Ukraine comme ils l'ont fait pour la Crimée. De leur côté, les Ukrainiens cherchent à reconquérir leurs territoires mais poursuivent également un but politique, celui de l'adhésion à l'UE. A ce stade du conflit, les hypothèses géopolitiques sont multiples. Pour le moment, aucun des deux camps ne semble en mesure de gagner la guerre. La question de la livraison d'armement est donc primordiale afin de faire basculer un camp vers la victoire. Concernant le futur des États engagés dans ce conflit, nous assisterons probablement à un redimensionnement de la Russie à l'échelle internationale, car ses capacités et ses ressources en tant qu'État pourront être remises en question, ainsi que sa position dans la hiérarchie des puissances. Ensuite, l'UE semble devenir un important acteur géopolitique sur la scène internationale, du fait de son unité face à cette crise et des avancées sur des dossiers tels que la défense européenne.

#### Les questions :

#### **1- On parle beaucoup du potentiel rôle primordial de la Chine dans des négociations de paix. Qu'en pensez-vous et dans quelle temporalité possible ?**

Cela renvoie à de nombreuses questions, notamment sur le potentiel de médiation de la Chine qui porte une grande attention aux équilibres internationaux et qui s'engage seulement si elle n'a rien à y perdre. Or pour le moment, le dossier de la guerre russo-ukrainienne est trop risqué. La Turquie semble en meilleure position pour adopter le rôle de médiateur.

#### **2- Est-ce que les sanctions économiques contre la Russie pourraient aller plus loin ?**

Aujourd'hui, la tendance est à un renforcement des sanctions, mais cela pose la question des effets de ces sanctions, notamment en termes énergétiques : c'est difficilement soutenable à long terme pour l'UE.

**3- J'ai entendu récemment que les États-Unis avaient un intérêt financier relativement fort au déclenchement de cette guerre (vente d'armes, énergies, réaffirmation d'une suprématie militaire). Qu'en pensez-vous ?**

Alors que les États-Unis étaient dans une logique de désengagement extérieur et de pivot vers l'Asie, ils exercent maintenant leur responsabilité d'assurer la sécurité européenne. C'est l'inconvénient de la puissance pour les États-Unis. Leur puissance militaire étant inégalée, leur engagement reste nécessaire dans la sécurité mondiale. Ils engrangent certains bénéfices économiques avec cette guerre, mais elle ne correspond pas à leur priorités géopolitiques : la diplomatie américaine est davantage tournée vers le dossier chinois et vers l'affrontement en Asie-Pacifique.

**4- Quid d'une éventuelle pression côté ukrainien pour aller vers la paix ? Des compromis sont-ils envisagés ?**

Pour le moment il n'y a pas de volonté de compromis du côté ukrainien car ils veulent aller au bout de la reconquête des régions envahies par la Russie, et lui disputer à nouveau les régions russophones, voire la Crimée. Cela va de même du côté de la Russie. Il n'y a aucune main tendue d'aucun côté.

**5- Jusqu'où pourrait aller la Hongrie en matière de soutien à Poutine ?**

La Hongrie ne peut pas aller très loin, du fait de sa position pro-russe qui l'isole actuellement au sein de l'UE.

**6- Les tensions affichées entre Poutine et Prigojin (Wagner) : Fake news ou réalité ? Quel impact sur la guerre ?**

Il est difficile de dire dans quelle mesure cela fait partie d'un discours contrôlé par le Kremlin ou non. Néanmoins, Prigojin a des ambitions politiques et expose publiquement les ratés de l'armée russe, ce qui pourrait agacer Poutine.